



## Victoire européenne contre une tentative de greenwashing pour le nucléaire et le gaz

Communiqué de Sortir du Nucléaire Suisse romande

mercredi 15 juin 2022

Inclure le gaz et le nucléaire dans la catégorie des sources d'énergie propres, éligibles à recevoir des investissements publics de « transition énergétique » ? C'est ce que prévoit la « Taxonomie verte » que la Commission européenne a publié en 2018. Contre toute prévision, ce projet de « greenwashing » d'une ampleur inédite a été refusé par les deux commissions parlementaires européennes saisies du projet. Analyse d'une probable victoire majeure à venir.

Même le PPE, parti populaire européen PPE, situé entre le Centre et le PLR suisse, a appelé ses membres des commissions environnement et économie à se prononcer contre l'inclusion du gaz et du nucléaire dans la taxonomie de l'UE, lors d'une session conjointe à Bruxelles. Résultat, ces commissions appellent la plénière du parlement européen qui se tiendra en juillet à Strasbourg à refuser la taxonomie, réduisant fortement les chances de ce projet de greenwashing d'être accepté.

**« C'est un vote pour plus de paix, qui permettra de réduire notre dépendance envers les énergies importées de Russie et de tourner le dos aux investissements dans les énergies du siècle passé »**

Philippe de Rougemont, de l'association Sortir du nucléaire.

L'inclusion du gaz et du nucléaire dans la taxonomie européenne renforcerait la dépendance du continent envers la Russie. Les industries gazière et nucléaire russes pourraient voir leurs bénéfices augmenter de plusieurs milliards grâce à cette taxonomie. Greenpeace France a publié un rapport (1) qui montre comment Gazprom, Lukoil et Rosatom, ont fait pression à Bruxelles pour l'inclusion du gaz fossile et du nucléaire dans la taxonomie européenne.

**«Le nucléaire pose des problèmes en termes de sûreté et de déchets. Sachant qu'il faut quinze ans pour construire une centrale (et bien plus en Suisse Ndr), la notion d'énergie de transition est d'autant plus contestable. Continuer à investir dans ces infrastructures, c'est faire dérailler notre trajectoire climatique européenne.»**

Neil Makaroff, responsable des politiques européennes du Réseau Action Climat, Montreuil (F)

La Suisse, pays isolé au milieu de l'Europe, pour l'instant largement dépendante des accords commerciaux UE-Russie et France-Russie pour son approvisionnement en gaz et en uranium, peut prétendre à une politique énergétique durable à condition de maîtriser sa consommation pour l'instant insoutenable d'énergie et de valoriser ses propres ressources, considérables : barrages et cours d'eau, solaire, éolien, géothermie et biogaz. Ces énergies renouvelables, captées localement, mettent fin au cofinancement de régimes répressifs et de conflits que ces régimes entretiennent.

### Contact presse :

- Christian van Singer, porte-parole 078 793 61 78
- Philippe de Rougemont, secrétaire général 076 693 62 93

(1) [www.tinyurl.com/gp-taxonomie-2022](http://www.tinyurl.com/gp-taxonomie-2022)